



Conseil National d'Action Sociale du 27 juin 2024

« NOUS NE SIEGERONS PAS »

La politique menée par le président Macron a profondément dégradé l'état de la société depuis de nombreuses années, au point que l'abstention l'emporte désormais sur la confiance. Les électrices et électeurs se tournent en nombre vers les partis d'extrême-droite.

L'insuffisance des moyens consacrés à l'action sociale dans un contexte de recul organisé des garanties collectives, a gravement contribué à dégrader les conditions de vie des personnels confrontés à un point d'indice gelé et à une perte de pouvoir d'achat toujours plus conséquente.

Mais le secrétariat général, sous prétexte de rendre le ministère plus attractif, passe en force ses réformes que ce soit la création de la super association ou la réorganisation des délégations.

Nous tenons à vous rappeler les revendications de la CGT :

- l'augmentation significative de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'action sociale, c'est à dire 3% de la masse salariale des actifs et des pensionnés,
- la participation effective des personnels à la définition, à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale alors que nous ne sommes plus dans le conseil de surveillance de la fédération,
- l'accès au logement en tant que priorité absolue et vitale dans toutes les zones où le parc locatif est tendu,
- le droit opposable à la restauration collective, sociale et pour toutes et tous. Il est crucial de garantir une restauration de qualité ainsi qu'une augmentation de la participation financière de l'employeur, notamment pour les titres-restaurant. Demande rejetée cette année sous prétexte du PLF 2024 déjà voté, nous réitérons donc cette demande pour 2025,
- les créations et réservations de place en crèche,
- l'accès aux activités sociales, culturelles et sportives,
- le maintien de la subvention à la mutuelle référencée,
- et enfin pour les retraités le droit aux chèques vacances, en abrogeant la circulaire du 25 juillet 2023.

L'urgence est bien la rupture avec les politique d'austérité. C'est pourquoi nous appelons à une autre appropriation sociale de la richesse afin d'assurer sa redistribution.

Pour la CGT le rassemblement national représente une menace directe pour les libertés, les droits sociaux mais aussi pour les conquêtes de l'action sociale.

C'est pour cela que la fédération des Finances a décidé de ne pas participer à ce comité national d'action sociale.

L'urgence est à la lutte, aux mobilisations pour défendre notre démocratie, contre les idées nauséabondes qui représentent une menace directe pour nos libertés, nos droits sociaux, ainsi que nos acquis.